

Les retraité-e-s manifesteront le 1^{er} Mai 2018 pour une société solidaire.

A l'appel de 9 organisations de retraité-e-s (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires-UNRPA), de nombreuses personnes retraitées ont, au cours des derniers mois, manifesté leur opposition aux choix retenus par le gouvernement à leur égard. Elles étaient 80 000 le 28 septembre 2017 et plus de 200 000 le 15 mars 2018. De nouveau, elles manifesteront le 14 juin, pour le vote d'une loi de finances rectificative supprimant l'augmentation de 25 % de la CSG, une loi mettant fin au gel des pensions et pour une augmentation de toutes les pensions, en fonction de l'évolution des salaires, avec actualisation au 1^{er} janvier de chaque année.

Les personnes retraitées rejettent les leçons de morale et de solidarité qui leur sont faites assez régulièrement par le Président de la République, le Premier ministre, la ministre des Solidarités (!) et de la Santé, et pas mal de parlementaires du même tonneau. Les retraités et les retraitées savent très bien que les « efforts » qui leur sont demandés n'iront en rien aider leurs enfants et petits-enfants à avoir des salaires plus corrects, encore moins à trouver un emploi quand ils sont au chômage ou en précarité.

M. Macron est très mal placé pour parler de solidarité, lui qui vient de donner un grand coup d'accélérateur à l'accaparement, par une minorité privilégiée, des richesses produites. En baissant l'impôt sur les sociétés à 25 %, en plafonnant à 30 % l'imposition des dividendes, et en supprimant l'impôt de « solidarité » sur les fortunes pour les titulaires de portefeuilles boursiers (c'est-à-dire le patrimoine des gros actionnaires, celles et ceux qui s'enrichissent du travail et de la sueur des autres par leurs « investissements »), ce gouvernement favorise la rente et les rentiers, les véritables assistés de notre société. Cette politique participe en grande partie au déficit des budgets publics, et ce sont ces déficits qui sont utilisés par les gouvernements pour réduire les dépenses d'investissements publics et de redistribution sociale. Ces déficits sont l'outil qui permet ensuite de mettre les politiques publiques sous le contrôle des banques, des « marchés financiers » auprès desquels les Etats sont « obligés » d'emprunter.

M. Macron parle de modernité alors qu'il s'enfonce de plus en plus dans une politique rétrograde, d'Ancien Régime, du temps des seigneurs qui avaient tous les privilèges, dont celui de ne pas payer d'impôts, ce vers quoi tendent la plupart des pays avec la « concurrence fiscale » et la prolifération facilitée des paradis fiscaux ouverts aux capitaux libres de circuler sur toute la planète sans limites ni contrôles. Sous l'Ancien Régime, la noblesse et le clergé ne payaient pas d'impôts, et c'était « légal » (les lois étaient faites par eux). Aujourd'hui, la plupart des sociétés du CAC 40, en France, payent un impôt ridiculement bas, et il nous est dit que c'est « légal ». Il est donc grand temps de changer la loi ! **Toutes les mobilisations sociales et syndicales actuelles trouvent leur origine dans un partage de plus en plus inégal des richesses** : le pays n'a jamais été aussi riche, mais l'organisation de la société permet l'accaparement de ces richesses par une minorité.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-e-s Solidaires (UNIRS) invite toutes les personnes retraitées à participer, partout, aux manifestations unitaires du 1^{er} Mai, aux côtés des autres victimes de ces choix inégalitaires, les salariés, les chômeurs, les précaires, les jeunes, les immigrés, toutes celles et tous ceux que les propriétaires de la planète ballottent et manipulent à leur profit.

A Paris, la manifestation du mardi 1^{er} Mai partira à 14 h 30 de la Place de la Bastille.